

mente. Au lieu d'expédier ces sacs samedi par les traversiers, ce qui pouvait se faire aisément, on les renvoya à Picton, le *Stanley* ayant repris son service vendredi. Le steamer quitta Georgetown pour Picton samedi après midi et fut de retour le dimanche. Lorsqu'il partit de Picton, ce jour-là, les malles renvoyées de Georgetown n'étaient pas encore arrivées, et le *Stanley* au lieu de prendre 220 sacs, n'en prit que quarante environ, soit la malle d'une journée, et les sacs laissés en arrière n'arrivèrent à l'île que par le voyage suivant, mercredi. Est-ce étonnant que le peuple soit indigné ? Le service des malles pour cette province semble aller de mal en pis chaque année, et nous croyons que le cas rapporté plus haut n'a pas son pareil dans l'histoire. La seule route d'hiver convenable pour les malles est celle entre les Caps, et, pour l'amour du ciel, que les malles restent sur cette route.

Cela démontre qu'il doit y avoir une négligence coupable quelque part. A mon avis, il y a un trop grand échange de correspondance. Il y a deux ministères intéressés dans le service de l'île du Prince-Edouard, et il paraît que rien—pas la moindre chose—ne saurait être faite par l'inspecteur des postes à Charlottetown, ou l'agent de la marine, sans des instructions directes d'Ottawa. Si l'un de ces fonctionnaires veut quelque chose, il lui faut envoyer sa demande à Ottawa, au ministre de la marine, qui, de son côté doit prendre des renseignements, et je n'ai aucun doute que le coût de toutes ces démarches doit être énorme. La réponse à cette demande arrive et passe ensuite par Cap Tourmentin et deux ou trois autres endroits. Les deux fonctionnaires ne se comprennent pas l'un l'autre, ils se contredisent, et le peuple de l'île a à souffrir de la négligence et de la mauvaise administration du ministère à Ottawa, car j'attribue toute l'affaire au ministre de la marine.

L'honorable ministre de la marine sait que l'autonne dernier, les marchands de Summerside demandèrent que le *Stanley* vint ouvrir le port à cet endroit, où la glace retenait une douzaine de voiliers. Les marchands de Summerside s'unirent et demandèrent au ministre de la marine de permettre au *Stanley* de monter la rivière. Après délibération, le ministre de la marine télégraphia qu'il permettrait la chose, pourvu que les marchands fussent prêts à payer cinq cents piastres pour l'usage du steamer. Je ne discuterai pas s'il était juste de demander ces cinq cents piastres ; mais je crois que ça n'était pas juste. Je pense qu'au lieu de leur demander cinq cents piastres, on devrait encourager ces marchands, car nous savons que cet argent ne vient pas directement de la poche des marchands de Summerside, mais de la poche des cultivateurs qui récoltent des pommes de terre et autres articles d'exportation. Cependant, les marchands de Summerside étaient prêts à payer les cinq cents piastres et notifièrent à cet effet, l'agent de la marine et les pêcheries à Charlottetown. Mais quand ils cherchèrent le steamer, où était-il ? Au lieu d'être à Charlottetown, prêt à commencer les opérations, il était à Picton, et on répondit aux marchands qu'il n'y avait pas assez d'eau dans le port de Shédiac pour permettre au steamer d'y aller.

Le ministre de la marine connaît mieux que cela. Il sait très bien que le *Lansdowne*, qui tire plus d'eau que le *Stanley*, a plusieurs fois été à Shédiac sans rencontrer d'obstacles ; qu'il a fait ses voyages régulièrement et sûrement. Alors, pourquoi ne pas permettre au *Stanley* d'ouvrir le port de Summerside, pour en laisser sortir ces douze vaisseaux avec leur cargaison ?

Que résulta-t-il de ce refus d'envoyer le *Stanley* ? Il en résulta pour le peuple de Summerside une dépense d'un millier de piastres. On avait transporté les produits sur les quais et chargé les vais-

M. PERRY.

seaux ; les gens furent ensuite obligés de décharger leurs pommes de terre, leur orge et autres produits et de les transporter de nouveau dans leurs greniers et leurs caves ; et tout cela, parce qu'ils avaient été trompés par le télégramme du ministre de la marine annonçant que le steamer leur serait envoyé.

Ainsi, au lieu d'aider ces gens dans la vente de leurs produits et de les mettre en état de payer leurs billets aux banques, on les a forcés à faire de fortes dépenses pour décharger leurs produits et les transporter de nouveau dans leurs greniers et leurs caves, et alors, pour pouvoir payer leurs billets de banque, il leur a fallu, je suppose, emprunter à 7 1/2 pour cent. Voilà comment est traité le peuple de mon comté. Est-il étonnant, après cela, que le comté de Prince ne veuille pas envoyer ici un partisan du gouvernement ? Un candidat libéral n'a pas de lutte à faire dans ce comté. Il est connu de tous, même de ceux qui sont trop jeunes pour voter, que le peuple du comté de Prince est traité injustement, que ses intérêts sont négligés par le gouvernement du Canada, comme cela est démontré dans les articles que j'ai cités. Je vois, de plus, que notre haut commissaire à Londres a manifesté le désir ardent de traverser l'île, à l'approche des élections. Il se rendit à Picton, où, j'ose dire, sa présence était requise, mais une fois là, il constata que le steamer ne traversait pas ; alors, il télégraphia à M. Ferguson, de Charlottetown, candidat du gouvernement, un candidat actif, un lutteur vigoureux qui, je n'en doute pas, sera récompensé dans un jour ou deux, vu qu'il y a actuellement en chambre une situation vacante réservée pour les politiciens affamés. Il envoya à M. Ferguson la dépêche suivante :

“ Je regrette vivement qu'il me soit impossible d'aller à l'île ; le *Stanley* ne peut traverser, et je n'ose pas tenter la route des Caps.”

Le haut commissaire dit qu'il n'ose pas tenter la route des Caps. Eh bien ! je suis obligé de la tenter, moi, cette route, et le ministre de la marine sera obligé de la tenter aussi, s'il vient à l'île. Les honorables ministres ne savent pas quelles difficultés nous avons à surmonter. Ils sont ici très à l'aise, retirant leurs \$8,000 par année, sans avoir à traverser de détroits et sans travailler bien fort. Leurs frais de voyages sont payés, même leurs voitures louées ; et ils n'ont pas de sympathies pour le pauvre peuple de l'île, à qui on enlève de l'argent pour permettre au gouvernement de payer ces dépenses folles.

Le haut commissaire dit : “ Je me suis convaincu que le tunnel peut être fait pour \$6,000,000 et vous pouvez compter sur moi ; je ferai tout mon possible pour assurer l'exécution de ces importants travaux.” Nous avons l'assurance du haut commissaire, dans toute sa dignité, toute son importance, toute sa grandeur, qu'il conseillera au gouvernement de dépenser \$6,000,000 pour construire ce tunnel.

Nous avons reçu, l'autre jour, une dépêche de— je ne sais pas si je dois l'appeler sénateur ; je suppose que c'est un ex-sénateur ; il s'est retiré du sénat pour se présenter aux dernières élections et il n'a pas été élu ; je ne sache pas qu'il ait été nommé de nouveau, je ne le crois pas ; si je ne me trompe, il peut encore être sénateur ; mais je ne le crois pas, à moins d'une déclaration d'un ministre de la Couronne et je l'appellerai l'ex-sénateur Howland. — Dans cette dépêche, ce monsieur disait que \$5,000,000 était le chiffre de l'estimation de M.